

## Tunisie : une hémorragie de la société

La situation politique est ponctuée de crises successives dues aux mauvais calculs des priorités des partis : refus d'une justice transitionnelle, de réformes judiciaire et sécuritaire.

Lilia Weslaty

**Q**uand vous circulez aujourd'hui dans les rues en Tunisie, vous percevez une impression générale : les Tunisiens dépriment et l'instabilité politique les épuise. Les énormes attentes du 14 janvier 2011, des mois d'euphorie révolutionnaire qui ont suivi la fuite du dictateur Zine el Abidine Ben Ali en Arabie saoudite et des premières élections démocratiques du 23 octobre 2011, ont été désappointées par des politiciens déphasés des demandes que le peuple a scandées contre le régime du dictateur déchu : Travail, Liberté et Dignité.

Presque trois ans après le soulèvement populaire, les Tunisiens perçoivent une révolution endeuillée et vivent des crises politiques successives : deux assassinats politiques, démission du gouvernement Hamadi Jebali, massacre de soldats dans le massif montagneux de Chambi dans la ville de Kasserine, attentats suicides dans des villes touristiques... La confusion règne et le futur de ce pays dit « pacifique » semble plus que jamais incertain. Le responsable principal de ce « chaos » serait le parti islamiste au pouvoir, Ennahdha. Les raisons essentielles de l'instabilité politique en Tunisie seraient non seulement l'absence de calendrier pour l'adoption de la nouvelle Constitution et pour les prochaines élections, mais aussi le refus d'un processus de justice transitionnelle.

### La révolution endeuillée

**N**ous sommes le 6 février 2013. Une nouvelle accablante est diffusée dans tous les médias : Chokri Belaïd, un éminent avocat, militant nationaliste et leader de gauche au Front populaire vient d'être assassiné par plusieurs balles, devant son domicile à Tunis. Ce drame ébranle tout le pays. Le lendemain, pour ses funérailles, des milliers de Tunisiens accompagnent le cortège funéraire vers le cimetière Jallez. Il sera enterré dans l'honorable « Jardins des leaders », à quelques centimètres de la tombe de Salah ben Youssef, avocat nationaliste également, combattant exilé qui s'est opposé au premier président de la République tunisienne, Habib Bourguiba, qui a été, lui aussi assassiné en 1961.

Après le premier assassinat, vint le deuxième. Le 25 juillet 2013, le jour de la fête nationale de l'Indépendance, Mohammed Brahmi, député nationaliste, est assassiné. La Tunisie est sous le choc. Deux jours plus tard, le ministre de l'Intérieur, Lotfi ben Jeddou, affirme dans une conférence de presse qu'il y a eu même *modus operandi* que le premier assassinat. Il ajoute que « la même arme automatique de calibre 9 mm qui a tué Chokri Belaïd a aussi tué Mohammed Brahmi ». Aux deux tombes de Ben Salah et de Belaïd, s'ajoute celle de Brahmi dans le « Jardin des leaders ».

Jusqu'à aujourd'hui, les commanditaires de ces assassinats restent inconnus. Ennahdha et ses partis satellites, CPR (Congrès pour la République) et Ettakatol, accusent des « contre-révolutionnaires », « des corrompus », sans procès ni preuves. De l'autre côté, l'opposition, soutenue par la puissante centrale syndicale UGTT, accuse le gouvernement d'incompétence et organise plusieurs manifestations dans tout le pays, notamment devant le Palais du Bardo pour demander non seulement la démission du gouvernement, mais aussi la dissolution de l'Assemblée constituante et la préparation de nouvelles élections par un gouvernement technique.

Le scénario du coup d'État contre les islamistes qui a eu lieu le 3 juillet en Égypte hante depuis les cauchemars d'Ennahdha et ses partisans. Néanmoins, le chef du gouvernement, Ali Laarayedh, ne cède pas. Toutefois, la vague des malheurs se poursuit : quatre jours après l'assassinat de Brahmi, à la veille de l'Aïd, huit autres soldats sont tués à Chambi. Cette fois-ci l'horreur atteint un niveau supérieur : les tueurs ont égorgé et coupé les verges de certains militaires...

Les coupables seraient « des terroristes dont 50 % d'entre eux sont des Algériens qui ont déclaré allégeance à Al Qaida » assure le ministre de l'Intérieur sur radio Mosaïque FM le 3 août dernier. Malgré les effets d'annonce d'une « lutte contre le terrorisme », un seul parmi ces terroristes est arrêté le 7 août, grâce aux citoyens.

Ce 23 octobre, deuxième anniversaire de la mise en place de l'Assemblée Constituante, six agents de la Garde nationale sont assassinés, par des terroristes toujours non identifiés. Aucune enquête n'a encore révélé les coupables.

Sept jours plus tard, deux attentats suicides dans deux villes touristiques, Sousse et Monastir, ont eu lieu. Dans la première ville, la partie inférieure du kamikaze est littéralement déchiquetée. Dans la seconde, le kamikaze, âgé de 17 ans, est arrêté. Le terrorisme s'attaque désormais au tourisme.

Ainsi, la Tunisie subirait une succession de malheurs plus douloureux les uns que les autres depuis les élections du 23 octobre 2011. Une sorte de malédiction semble s'abattre, essentiellement, sur les opposants nationalistes, sur les agents de Garde nationale et sur l'armée.

Ces drames surviennent, étrangement, lors de dates importantes pour les Tunisiens telles que la fête de la République, l'Aïd ou de l'anniversaire de l'Assemblée constituante. Encore plus étrange, les coupables restent inconnus.

D'aucuns verraient en cela une manière ciblée par les caciques du régime Ben Ali pour déstabiliser le parti islamiste et l'éjecter du pouvoir, d'autres perçoivent ces deux années sanglantes comme la résultante de l'incompétence d'Ennahdha dans sa lutte contre le terrorisme.

Néanmoins, en l'absence d'une réforme judiciaire et sécuritaire, sous l'égide d'un processus d'une justice transitionnelle, la discorde entre partis politiques qui s'entre accusent et s'insultent parfois sur les plateaux télévisés s'aggraverait encore plus. En l'absence d'investigations sérieuses focalisées sur cette avalanche de drames, la problématique du terrorisme *jihadiste* reste théorique.

### Calculs politiques aux dépens d'une justice transitionnelle

**D**epuis l'avènement du parti Ennahdha au pouvoir, les crises politiques qui se sont succédées ont eu foncièrement pour cause directe une grave défaillance sécuritaire. Il est évident que la position géostratégique de la Tunisie est des plus délicates depuis l'assassinat du dictateur libyen Mouamar Kadhafi le 20 octobre 2011. Le commerce d'armes entre la Tunisie et la Libye est devenu la manne de certains groupuscules intégristes.

Par ailleurs, la stratégie politique d'Ennahdha, qui a recouru à des calculs politiques au lieu de recourir à un processus de justice transitionnelle, a approfondi la crise sécuritaire en favorisant le terreau de la corruption.

Un projet de loi de justice transitionnelle a été préparé par le ministère des Droits de l'Homme et de la Justice transitionnelle en étroite collaboration avec plusieurs acteurs de la société civile. Le 19 novembre 2012, le ministère en question publie le projet mais à l'Assemblée constituante, le bloc parlementaire majoritaire d'Ennahdha bloque le projet préférant recourir au « projet de loi de l'immunisation de la révolution » visant l'exclusion politique des caciques de l'ancien régime sans passer par la case « justice ».

Samir Dilou, ministre des Droits de l'Homme et de la Justice transitionnelle, pourtant d'Ennahdha, finit par contredire son propre parti en déclarant le 17 avril 2013

sur les ondes de la radio Mosaïque FM : « Le projet de loi de justice transitionnelle est prioritaire comparé à celui de l'immunisation de la révolution bien que je sache que cela s'oppose au bloc parlementaire auquel j'appartenais (Ennahdha). »

L'opposition, constituée de partis politiques – dont les leaders étaient de farouches militants contre le régime Ben Ali tels que Al Jomhouri, Al Massar, le Front populaire – a été soutenue, dans cette démarche de M. Dilou par des partis composés, entre autres, de caciques du parti RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique) comme Nida Tounes (l'Appel de la Tunisie), L'Initiative et le Mouvement destourien.

À cause de l'absence d'une justice transitionnelle, Ennahdha a choisi les calculs politiques et a promu plusieurs cadres de l'ancien régime en en destituant d'autres. Son partenaire au pouvoir, Ettakatol, scandalisé, a exigé une révision de toutes les nominations (gouverneurs, délégués, PDG d'entreprises étatiques, PDG et directeurs des médias, ...) faites par le parti islamiste qui n'a pas respecté la règle de la concertation au sein de la *Troïka* gouvernante.

Après l'assassinat de Belaïd, le chef du gouvernement Jebali a voulu changer de politique « pour sauver le pays du naufrage » avait-il déclaré, en mettant en place un gouvernement composé de technocrates, mais son parti, guidé par le cheikh Rachid Ghannouchi, a refusé. Il a fini par démissionner, laissant la place à Ali Laarayedh, l'un des acteurs les plus importants de la tentative de coup d'État islamiste contre Bourguiba en 1987.

Cependant, après le second assassinat, la situation devient encore plus critique, poussant plus de 60 députés de l'opposition à suspendre leurs activités à l'Assemblée demandant la démission du gouvernement Laarayedh et un calendrier clair pour la finalisation de la Constitution.

Le 22 août 2013, le président de la République, Moncef Marzouki, isole plusieurs généraux de l'armée « pour éviter une tentative de coup d'État » affirment, sous anonymat, certains proches des leaders d'Ennahdha.

La tension politique entre partis ne sera relâchée qu'avec l'intercession de quatre puissants acteurs syndicaux et associatifs en Tunisie, à savoir l'UGTT, l'UTICA, la LTDH et l'Ordre des avocats tunisiens, qui proposent « le dialogue national » entre les partis de l'opposition et le gouvernement pour trouver une solution à la crise politique. Les négociations sont actuellement en cours pour le choix du nouveau chef du gouvernement qui remplacerait M. Laarayedh, permettant ainsi la mise en place d'un nouveau exécutif.

### La Constitution, un laboratoire d'une société divisée

**L**a mise en place de la Constitution et des projets de loi cruciaux pour cette période transitoire a été retardée par plusieurs dissensions politiques. Bien que cela exaspère les Tunisiens, les débats qui ont lieu

au sein de l'Assemblée ne sont, en vérité, que le reflet d'une société qui ose enfin exprimer ses frustrations et ses contradictions, à travers ses élus et ce, après des décennies de censure, d'omerta et de répression sous l'ancien régime.

Par ailleurs, au lieu de se concentrer sur le projet de loi de justice transitionnelle, d'autres sujets, surtout d'ordre identitaire, ont soulevé maintes polémiques sur la scène politique. Les querelles au sujet de la place de l'islam dans la Constitution en l'imposant comme religion d'État ou celle de la place de la femme dans la société perçue par le parti islamiste comme « complémentaire à l'homme » ont desservi le processus post-dictatorial, faisant perdre beaucoup de temps.

Ces sujets ont occupé les débats politiques révélant au grand jour les divisions identitaires entre députés au détriment d'autres sujets d'ordre judiciaire, sécuritaire et économique.

Cela a accentué encore la crise politique non seulement entre Ennahdha et l'opposition, mais également au sein du parti islamiste qui fait face, de plus en plus, à de nombreuses démissions pour désappointement de ses partisans et leaders, notamment après avoir renoncé à inscrire la charia dans la Constitution.

### Hémorragie de la jeunesse : résultante directe d'une désillusion révolutionnaire

**A**vec 51 % de la population ayant moins de 30 ans, le rêve d'une Tunisie qui puisse répondre aux attentes des jeunes devient de moins en moins évident à réaliser, suite aux crises politiques successives. La problématique économique s'accroît poussant des milliers de Tunisiens à émigrer clandestinement vers l'Europe, au risque de leurs vies, ou à faire du commerce, notamment d'armes, en Libye ou en Syrie.

Comme beaucoup d'habitants de la cité populaire Zahrouni au Grand Tunis, rencontrer des jeunes qui se préparent à « brûler » (partir clandestinement) est assez courant. « De toute façon, nous agonisons ici, je n'attends rien de ce pays, même les politiciens ne sont pas foutus d'écrire une Constitution » me confie Bilel, un jeune vendeur de persil pourtant bien au courant de la tragédie des 300 morts survenues le 5 octobre lors du naufrage d'une embarcation sur les côtes de l'île Lampedusa.

Pour ceux qui n'ont pas besoin de partir clandestinement, grâce à leurs diplômes en poche, vivre aux États-



**Ali Laarayedh, chef du gouvernement, Moncef Marzouki, président de la République, et Moustapha ben Jaafar, président de l'Assemblée nationale constituante, lors d'une réunion faisant partie du dialogue entre Ennahdha et l'opposition. Tunis, le 5 octobre 2013.** / AP PHOTO/ HASSENE DRIDI

Unis ou en Europe serait la solution. Au mois de janvier 2012, une étude du Secrétariat général de l'immigration a révélé le chiffre de 26 000 Tunisiens « très diplômés » rien qu'en France.

Quant aux *ihadistes* partis en Syrie, leur sort dépendrait d'un ultimatum imposé par le régime syrien à l'État tunisien, à savoir une étroite collaboration « dans sa lutte contre le terrorisme » pour libérer les Tunisiens détenus dans les prisons syriennes. Plusieurs familles, plus de 153 selon le Forum tunisien des droits économiques et sociaux, attendent encore une réponse du ministère des Affaires étrangères tunisien, incapable de rapatrier leurs enfants.

La situation politique en Tunisie post-dictature est ponctuée de crises successives dues en grande partie aux mauvais calculs des priorités des partis politiques au pouvoir : refus d'une justice transitionnelle, de réformes judiciaire et sécuritaire permettant le déblocage économique. Cédant de temps en temps sur quelques articles de la Constitution, le parti Ennahdha se retrouve perpétuellement en bras de fer avec l'opposition. Malgré plusieurs promesses du parti islamiste pour un calendrier définitif pour la finalisation de la Constitution et la date des prochaines élections, la réalité est toute autre. Entre temps, la Tunisie subit une hémorragie d'une jeunesse désabusée par des partis politiques sclérosés qui refusent la régénération de ses leaders septuagénaires, encore attachés au pouvoir. ■